

Bulletin d'histoire politique

Le rôle des journaux dans l'évolution politique du Québec d'hier à aujourd'hui : le journal d'opinion du XIXe siècle

Jocelyn Saint-Pierre



Volume 19, numéro 3, printemps 2011

Pierre-Stanislas Bédard, la crise de 1810 et les débuts de la démocratie parlementaire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055991ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055991ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Saint-Pierre, J. (2011). Le rôle des journaux dans l'évolution politique du Québec d'hier à aujourd'hui : le journal d'opinion du XIXe siècle. *Bulletin d'histoire politique*, 19(3), 70–78. <https://doi.org/10.7202/1055991ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Le rôle des journaux dans l'évolution politique du Québec d'hier à aujourd'hui : le journal d'opinion du XIX^e siècle

JOCELYN SAINT-PIERRE
Historien

La presse et le monde politique sont étroitement liés l'un à l'autre au point que l'on ne saurait concevoir une démocratie réelle sans une presse libre. On n'imagine pas de nos jours que la liberté de la presse puisse être menacée. Il a fallu plusieurs siècles de lutte pour faire triompher le droit à l'information. Les journalistes d'ici et d'ailleurs ont dû se battre pour conquérir le droit de rendre compte des agissements des dirigeants et de les critiquer. Par la suite, les journalistes ont été reconnus comme faisant partie des institutions démocratiques au même titre que les trois pouvoirs de Montesquieu. Ainsi en Angleterre, on utilise depuis la fin du XVIII^e siècle l'expression « quatrième pouvoir » pour désigner le pouvoir de la presse.

Au cours du XIX^e siècle, le monde de la presse québécoise connaît de profondes mutations : on passe du journalisme d'opinion au journalisme d'information. On s'accorde pour distinguer trois périodes dans l'histoire de la presse au XIX^e siècle :

Une période de balbutiements de 1764 à 1804 et l'apparition des premières gazettes ;

La naissance et l'âge d'or du journalisme d'opinion de 1805 à 1884 et la politisation des journaux.

Une période marquée par une mutation profonde du monde journalistique, entre 1884 jusqu'au siècle suivant et la naissance du journalisme d'information.

Nous allons décrire ces trois périodes en nous attachant surtout à montrer les liens qui existent entre le monde politique et la presse¹.

Rappelons avant de débiter que le XIX^e siècle, le siècle des nationalités, est extrêmement riche en événements politiques majeurs qui favorisent l'éclosion de feuilles politiques. C'est vrai au Québec, mais aussi dans le monde occidental, en Europe et en Amérique. Comme on le sait, les Bas-

Canadiens verront défilier plusieurs événements importants qui ont donné lieu à d'âpres discussions. Les journaux ont été présents pour rendre compte des débats ou des tensions que ces changements ont suscités. En décrivant ces changements, en y étant parfois acteurs, les artisans de ces journaux ont contribué à façonner notre identité.

Les premières gazettes 1764-1804

Au début de la période, le journalisme d'ici existe depuis un demi-siècle. Il conserve encore les caractéristiques acquises lors de sa naissance. Dès 1764, les premiers journaux apparaissent. Ils tiennent du livre plus que du journal. Ils sont lancés par des immigrants américains ou français. On les appelle gazettes ou « papier nouvelles » parce que leur contenu est surtout constitué de nouvelles². Ces modestes feuilles ont pour seul objectif d'informer leurs lecteurs ; elles ne veulent ou ne peuvent ni les instruire, ni les influencer.

Deux titres marquent cette époque. *La Gazette de Québec/Quebec Gazette* fondée en 1764 par William Brown et Thomas Gilmore, venus tous les deux de Philadelphie et *La Gazette* de Montréal qui portera plusieurs noms. Cette dernière, appelée la *Gazette du commerce et littéraire* est publiée en 1778 à Montréal, par un immigrant français, Fleury Mesplet, qui a fait un détour par Philadelphie. Le journal de Mesplet pourrait être rangé dans la catégorie des journaux d'opinion, du moins dans sa première période. Cet imprimeur veut gagner les Montréalais à la cause américaine. Le journal est interdit après une année d'existence. Fleury Mesplet et son rédacteur, Valentin Jautard, sont emprisonnés sans procès. Les deux journaux sont publiés dans les grands centres, Québec et Montréal, et ils deviendront des journaux anglais au XIX^e siècle, la *Montreal Gazette* en 1822 et *The Quebec Gazette* à compter de 1842. À ce moment-là, ils ne peuvent pas être considérés comme des journaux politiques même s'ils se mêlent de politique et qu'ils se collent à l'autorité.

Ces journaux seront suivis par plusieurs autres qui viennent s'installer dans la nouvelle colonie soit pour rendre compte de l'activité économique, soit pour satisfaire les besoins du gouvernement anglais en service d'imprimerie. Certains vivront d'ailleurs aux crochets du gouvernement³. En effet, ils ouvrent largement leurs pages aux avis officiels et les autorités les soutiennent. Par exemple, le gouverneur Murray oblige les curés, à compter de 1765, à lire les ordonnances gouvernementales publiées dans la *Gazette de Québec* et à laquelle ils doivent s'abonner. La *Gazette* de Montréal publie également les avis.

Pour établir le contenu de son journal, l'imprimeur compte sur les renseignements qu'il glane un peu partout et ceux que certains lecteurs ou correspondants lui font parvenir. Même s'il n'est pas nécessairement

d'accord avec leur contenu, il les reproduit tout de même. Il se considère comme un intermédiaire dont la responsabilité est de faire circuler l'information et de donner une tribune à toutes les opinions. Certes, il participe indirectement au débat politique, mais il ne fait que collaborer à la naissance d'une forme rudimentaire de communication de la collectivité.

Seulement quelques milliers de personnes, des représentants de l'élite, sont abonnés à ces journaux. Ce n'est pas tout le monde qui sait lire ou qui a les moyens financiers de se procurer un journal. Le reste de la population n'a accès au journal que grâce à la lecture publique faite en chaire ou sur le perron de l'église, après la grande-messe du dimanche, ou dans les lieux publics, chez le marchand général par exemple.

Pour paraître, les gazettes doivent obtenir la permission du gouverneur. Brown fait sa demande avant de venir dans la colonie. Le contenu des gazettes fait l'objet d'une étroite surveillance du gouvernement ou du clergé. Les sujets à éviter sont nombreux : questions internationales concernant l'Angleterre, gouvernance et administration de la colonie et système judiciaire.

Les noms des premiers artisans de la presse nous sont parvenus, indépendamment de la qualité de leur œuvre ou de leur talent, parce qu'ils étaient des précurseurs. Leur apport, somme toute modeste, a ouvert la voie. De 1764 à 1804, la presse québécoise compte peu de titres, mais les titres qui caractérisent cette période auront une grande longévité. Ces publications répondent à un besoin primaire de communication. Leur rôle est secondaire dans la vie des Bas-Canadiens. La période qui suit verra l'émergence de journaux très différents.

L'âge d'or de la presse politique 1805-1884

En 1805, la *Gazette de Québec* et la *Gazette de Montréal* sont rejointes par le *Quebec Mercury* qu'on vient de lancer. L'année suivante, *Le Canadien* est fondé. Le *Quebec Mercury*, fondé par Thomas Cary, est l'organe des marchands britanniques et de leurs porte-parole. Ce premier journal politique du Bas-Canada défend la domination des Britanniques sur l'économie et sur la politique. Il prêche ardemment l'anglicisation complète des Bas-Canadiens et la suppression de leurs privilèges comme la langue ou l'exercice de leur religion. Beaulieu et Hamelin écrivent que : «le *Mercury* mit son point d'honneur à démolir les structures traditionnelles du Québec»⁴.

D'autre part, *Le Canadien*, fondé en 1806 par Pierre-Stanislas Bédard et d'autres personnalités politiques, défend les Canadiens et leurs députés. Le journal francophone dénonce les anglophones qui veulent accaparer tout le pouvoir et toute la richesse. Le comportement de ces sujets britanniques n'est pas digne de l'Angleterre et de ses institutions. Dans son prospectus, *Le Canadien* revendique pour les francophones bas-canadiens

«ce droit qu'a le peuple Anglais, sous une telle constitution, d'exprimer librement ses sentiments sur tous les actes publics de son gouvernement [...] le droit de se faire connaître lui-même par le moyen de la liberté de presse»⁵.

Le Canadien, c'est avant tout Pierre-Stanislas Bédard. Le XIX^e siècle a été un siècle où plusieurs hommes politiques et plusieurs journalistes se sont distingués. Pierre-Stanislas Bédard figure au panthéon des plus illustres. Lors du coup de force de 1810, Pierre-Stanislas Bédard a l'insigne honneur de voir sa propre liberté remise en cause pour avoir défendu la liberté de la presse⁶. Dans un article écrit en 1919 pour *L'Action française*, Léon-Mercier Gouin salue «en Pierre-Stanislas Bédard le père du journalisme canadien-français»⁷. Pour François-Xavier Garneau, Pierre-Stanislas Bédard marque «l'ère de la liberté de la presse au Canada. L'impulsion qu'il a donnée aux idées constitutionnelles fut telle que son nom mérite, à ce titre, d'être placé à la tête de l'histoire de la presse en ce pays»⁸. Pierre-Stanislas Bédard a revendiqué avec raison les droits de nos ancêtres qui, en tant que sujets de la couronne britannique, avaient logiquement les mêmes droits que les Britanniques.

Les deux journaux défendent chacun une cause. Leur naissance marque une date importante dans notre histoire. Ils n'ont pas été les seuls. Ils ont été suivis par le *Montreal Herald* fondé en 1811, un organe tory qui s'est particulièrement illustré dans son combat contre le Parti patriote.

Les francophones peuvent compter sur *La Minerve*, fondée en 1826, par Auguste-Norbert Morin. Elle est dévouée à la cause patriote. Reprise par Ludger Duvernay, elle est interdite en 1837. Duvernay est emprisonné à trois reprises pour libelle notamment pour avoir qualifié le Conseil législatif de «grande nuisance»⁹. Inscrit sur la liste des proscrits, il doit s'exiler en 1837.

Les nouvelles politiques figurent en bonne place dans ces journaux, particulièrement les correspondances parlementaires et les lettres d'amis partageant les mêmes convictions politiques. La Chambre d'Assemblée amène les citoyens à discuter du travail des députés et à échanger sur les opinions émises au Parlement. Les textes d'opinion sont plus nombreux. L'opinion publique naît à cette époque. De même, l'article d'opinion sous la responsabilité de l'éditeur fait son apparition. Les journaux critiquent l'administration publique au risque de sanctions. Financé par un groupe particulier auquel il appartient, le journal a tendance à mettre de l'avant les opinions de ce groupe. Lorsque le lecteur achète un journal, il sait à quoi s'en tenir.

La presse traditionnelle se mêle également de politique. La *Montreal Gazette* appuie le parti des marchands anglais, tandis que la *Gazette de Québec*, d'abord favorable aux Patriotes, s'en éloigne à partir de 1834.

Ces journaux, qui incarnent les diverses tendances politiques, ne se divisent pas nécessairement selon les deux communautés linguistiques :

les francophones et les anglophones ferraillent les uns contre les autres bien sûr, mais aussi entre eux. Les francophones qui occupent les fonctions publiques, les bureaucrates, appuient le gouvernement dans des journaux comme *Le Courrier de Québec*, *L'Ami du peuple*, *Le Vrai Canadien*. De même, le *Canadian Spectator* (Waller) et le *Vindicator and Advertiser* (O'Callaghan) sont favorables aux revendications des patriotes.

Les autorités britanniques disposent de moyens efficaces pour influencer la presse. Mais en plus d'utiliser des moyens drastiques, le gouverneur fait imprimer des avis publics dans les journaux. Ces contrats d'impression, une manne pour les journaux, sont naturellement confiés à des journaux amis. Le gouverneur et ses protégés peuvent poursuivre les propriétaires de journaux pour diffamation. La mesure extrême est d'emprisonner les journalistes et de saisir les presses comme l'a fait Craig en 1810.

La fin des années 1830 marque bien sûr un frein à la presse d'opinion francophone. Les journaux patriotes sont fermés par le gouverneur et les rédacteurs sont emprisonnés ou exilés. Avec les institutions politiques du Canada-Uni, et en particulier la responsabilité ministérielle, le journal politique arrive à maturité. Les journaux d'opinion qui ont conquis de haute lutte le droit d'exister intéressent beaucoup de lecteurs. Le journal de la période est surtout une publication au service d'un groupe politique ou financier. Chaque tendance politique compte sur un journal. Le journaliste et historien Ægidius Fauteux, écrivait en 1909: «Dans toutes ces feuilles, le lecteur d'alors cherchait moins une pâture à sa curiosité, qu'un aliment à sa passion»¹⁰.

Les francophones lisent surtout *La Minerve* et *Le Canadien*, deux journaux qui professent l'idéologie conservatrice alors dominante sur la scène politique, auxquels se joint *Le Journal de Québec* de Joseph Cauchon. Après 1838, *La Minerve* abandonne Papineau pour soutenir Lafontaine et Morin, puis elle est l'organe de l'alliance conservatrice de Cartier et de Macdonald, et servira ensuite Chapleau. En somme, elle reste fidèle aux conservateurs jusqu'à sa disparition en 1899. *Le Canadien* se range du côté de Langevin qui en est le directeur, à l'époque de Tarte, de Desjardins et de Sauvé. Les journaux ministériels sont financés par les caisses électorales, mais aussi par les contrats gouvernementaux. Leur pensée est relayée par des hebdomadaires régionaux. La période est caractérisée par le développement de la presse régionale. Les ultramontains, aile cléricale des conservateurs, s'abreuvent au *Journal des Trois-Rivières*, au *Nouveau-Monde* ou au *Courrier du Canada*. Ce dernier, publié à Québec, est rédigé par des hommes politiques du Parti conservateur comme Langevin, Taché et Chapais.

La presse libérale est associée à la tendance radicale du parti rouge. Leur journal est *L'Avenir*, lequel exprime le point de vue de Papineau et de l'Institut canadien. Doutre, Dorion et Dessaulles participent à sa rédaction

malgré les efforts de Wilfrid Laurier pour accréditer l'idée d'un libéralisme modéré. *L'Électeur* et *Le Temps* défendent les conceptions de Laurier alors que les libéraux radicaux ont pour tribune *Le Pays*, de Dessaulles, *Le National* et plus tard *La Patrie* d'Honoré Beaugrand.

La population anglophone est très bien pourvue en journaux : elle a le choix entre la *Gazette*, le *Star* et le *Herald* à Montréal, le *Mercury*, le *Telegraph* et le *Morning Chronicle* à Québec. Le *Herald* est devenu le seul porte-parole du libéralisme alors que tous les autres sont de tendance conservatrice.

La presse dite indépendante est représentée par des journaux comme *L'Événement* de Fabre à Québec, le *Star* de Hugh Graham, et le *Montreal Witness* dans la métropole. La presse de combat demeure très active avec, entre autres, *La Vérité* de Jules-Paul Tardivel et les journaux d'Arthur Buies dont la célèbre *Lanterne*.

Les diverses idéologies se livrent des luttes féroces par journaux interposés. Les libéraux, même quand ils affichent un catholicisme orthodoxe, sont assimilés aux libéraux radicaux par leurs adversaires conservateurs. Ces derniers ont maille à partir avec les ultramontains qui s'en prennent aux libéraux radicaux qui, à leur tour, les attaquent. Les hommes politiques influencent le contenu d'un ou de plusieurs journaux. Le député qui veut être présent dans son milieu et qui veut entrer régulièrement en contact avec ses électeurs a besoin d'un journal pour se faire connaître. Si ses ambitions sont limitées, il se contentera d'un journal local. Mais s'il aspire à une plus grande destinée, à être connu dans toute une région, il aura besoin d'un quotidien. Le journal apparaît par conséquent pour la classe politique comme l'instrument privilégié d'information et de propagande.

Les journaux ont donc joué un rôle important :

Ils ont [...] permis à des citoyens et à des hommes publics d'exprimer, dans le feu de l'action, leur vision du monde, leur perception des faits et leur sens des valeurs [...] ces textes diffusés par la presse, ont dessiné les contours de l'univers intellectuel d'une génération engagée dans sa découverte de la politique¹¹.

Un journalisme qui se meurt remplacé par le journalisme d'information (1884 et plus)

La presse connaît de si grands changements à la fin du siècle, qu'il faut parler de profondes mutations. Ces changements sont dus à la conjugaison de trois phénomènes importants : l'expansion et le changement de l'économie, l'accroissement démographique et l'évolution des techniques de production des journaux. Les bouleversements de la révolution industrielle les affectent à tous les points de vue. Les nouvelles techniques les transforment

tant dans leur présentation que dans leur contenu. Le nouveau journal, qui est un journal généraliste où la politique n'est qu'une nouvelle comme les autres, s'abreuve au sensationnalisme pour attirer les lecteurs. Thomas Chapaïs en particulier, a bien saisi l'ampleur du changement: «Durant la dernière décade (*sic*), constate-t-il en 1905, notre journalisme a subi une transformation profonde. Il a évolué vers le genre américain»¹².

Le journal devient une entreprise industrielle et commerciale. Ægidius Fauteux, fait en 1909 la constatation suivante: «Le caractère essentiel de la presse américaine, c'est-à-dire de la nôtre, c'est d'être avant tout une entreprise commerciale»¹³. Pour se financer, le journal doit rejoindre de plus en plus de lecteurs. Or l'industrialisation de la production des biens de communication, l'arrivée de producteurs nationaux et de marques de commerce créent une forte demande d'espaces publicitaires. L'éditeur, pour qui cette manne arrive à point nommé, augmente la surface de son journal et il n'a plus besoin du financement des partis politiques.

Pendant que le *Montreal Star*, *La Patrie* et *La Presse* s'adaptent avec grand succès à ce nouveau journalisme, les feuilles traditionnelles ont la vie dure. La rubrique nécrologique des journaux de cette période est impressionnante. Elle traduit l'ampleur du changement qui bouleverse le monde de la presse. C'est ainsi que disparaissent: *Le Journal de Québec* en 1889, *Le Canadien* en 1893, *La Minerve* en 1899, *Le Monde* en 1900, *Le Courrier du Canada* en 1901, *The Quebec Daily Mercury* en 1903. Ces vénérables feuilles, qui ont connu jadis leur heure de gloire, sont souvent d'obédience conservatrice. Ces disparitions s'expliquent en partie par l'arrivée des libéraux au pouvoir, qui bloquent les sources de revenus gouvernementaux, mais ces titres meurent parce qu'ils n'ont pas su, ni peut-être même voulu, s'adapter aux changements qui secouent le monde de la presse. *La Presse* du 13 avril 1901 saluait en ces termes la disparition du *Courrier du Canada*: «le dernier lien entre le vieux et le nouveau journalisme est disparu. [...] la malheureuse caravelle est allée rejoindre sur les mêmes récifs le *Canadien*, le *Journal de Québec*, *La Minerve*». Quant à *L'Événement*, sur le point de disparaître, il ne doit sa résurrection qu'à sa conversion au nouveau journalisme.

Même si un nouveau type de presse s'impose, d'autres journaux d'opinion sont encore très présents. En plus de *L'Électeur* qui devient le *Soleil*, de nouveaux venus surgissent, *Le Canada* par exemple. Ces journaux alimentent une presse régionale à Hull, Victoriaville, Saint-Hyacinthe, Sorel, Trois-Rivières, Sherbrooke et Montmagny. Mais de moins en moins de journaux sont inféodés aux partis politiques ou à une idéologie: ceux qui disparaissent sont plutôt conservateurs alors que ceux qui naissent se déclarent indépendants.

La tradition du journalisme de combat se perpétue avec *La Vérité* de Jules-Paul Tardivel. Les libéraux radicaux peuvent compter sur *Le Pays* et

La Patrie. Elle se perpétuera au xx^e siècle avec *Le Canada*, *Notre Temps* ou *La Réforme*, mais ces feuilles n'auront jamais la clientèle de la grande presse.

Cette période voit donc l'apparition du premier média de masse. Ces journaux pour rejoindre le plus grand nombre devaient taire ou cacher leurs penchants politiques tout en travaillant dans l'ombre au progrès de leur faction politique.

Conclusion

À une époque où les partis politiques ne sont pas structurés, où les gouvernements disposent de moyens financiers importants pour faire pression sur les feuilles récalcitrantes, soumises à l'esprit de parti, la presse d'opinion joue un rôle fondamental dans l'action politique. Le journal devient le seul média disponible. Il constitue donc une tribune, un lieu de rassemblement, un intermédiaire entre les élus et les électeurs.

Certains pourraient croire que la censure est propre au xix^e siècle. Je ferai remarquer que le vieux truc du gouverneur d'assoiffer les feuilles combattantes en les privant de contrats d'impression ou de l'information gouvernementale a été repris par Duplessis qui a limité les largesses aux journaux et aussi par Trudeau qui les a refusées au *Jour* et à *Québec Presse*. Comme quoi, les vieilles habitudes ont la vie dure.

En somme, aux xx^e et xxi^e siècles, la presse d'opinion est en pratique disparue, je dis presque parce que *Le Devoir* me semble être le seul journal de ce type. En lisant la presse québécoise quotidienne, on a bien de la peine à comprendre ce qui se passe sur la scène politique. L'espace de discussion publique s'est déplacé vers d'autres médiums. Sur Internet, toutes les opinions se valent. Les journalistes, témoins de jadis, existent de moins en moins. Ils ont été remplacés par des commentateurs vedettes. Notre société vit dans le court terme sans perspective, et devient de plus en plus ignorante.

Notes et références

1. Cet article s'inspire des travaux de quatre personnes qui ont joué un rôle important dans l'intérêt du signataire de cet article pour l'histoire de la presse : Jean Hamelin, André Beaulieu, Jean de Bonville et Gérard Laurence.
2. Gérard Laurence, « Les journaux dans la "Province de Québec" et au Bas-Canada », dans Patricia Fleming, Gilles Gallichan et Yvan Lamonde (dir.), *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada. Volume 1, Des débuts à 1840*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2004, p. 248.
3. Gilles Gallichan, *Livre et politique au Bas-Canada 1791-1849*, Québec, Septentrion, 1991, p. 156.
4. André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours, tome premier, 1764-1859*, Québec, Les Presses de l'université Laval, 1973, p. 14.

5. *Le Canadien*, 13 novembre 1806, p. 1.
6. Gilles Gallichan, «Nos premiers journaux et la liberté de la presse», *Cap-aux-Diamants*, no. 101, p. 16-17
7. *L'Action française*, 3e année (1919), volume III, p. 242.
8. François-Xavier Garneau, *Histoire du Canada*, (2e édition), vol. III, p. 112 (cité dans *L'Action française*, vol. III, p. 244.
9. Louis Le Jeune, *Dictionnaire général de biographie, histoire, littérature, agriculture, commerce, industrie et des arts, sciences, mœurs, coutumes, institutions politiques et religieuses du Canada*, Ottawa, Université d'Ottawa, 1931, vol. 1, p. 567.
10. Ludovic Morel (pseudonyme: Ægidius Fauteux), «Le journalisme d'aujourd'hui; L'évolution de la presse canadienne vers le mercantilisme», *Le Nationaliste*, 15 août 1909, p. 2.
11. Gilles Gallichan, *Livre et politique au Bas-Canada*, p. 154.
12. Thomas Chapais, *Mélanges de polémiques et d'études religieuses, politiques et littéraires*, Québec, Imprimerie de la Compagnie de L'Événement, 1905, p. 11.
13. Ludovic Morel, *loc. cit.*.